

Rapport relatif aux services d'intérêt économique général – Grand-Duché de Luxembourg

1. VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2016	2017
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>	514	556
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG	514	556
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	/	/

2. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DÉCISION SIEG DE 2012

1) les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)];

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre¹
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
Création, extension et modernisation de tout établissements hospitalier ou de tout service d'un établissement hospitalier.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
Loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers et règlement grand-ducal du 23 mars 2009 établissant le plan hospitalier national [...].
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Durée moyenne : 4 ans par projet de construction. La loi du 28 août 1998 susmentionnée a été abrogée par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers.

¹ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Le RGD du 23 mars 2009 susmentionné définit les différentes catégories d'établissements hospitaliers, les services hospitaliers et les équipements et appareils soumis à planification.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Remboursement de factures relatives aux projets de construction, pour autant que ces factures concernent les catégories de financement éligibles à l'octroi d'un soutien de l'Etat.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Les établissements hospitaliers peuvent être considérés comme fournisseurs de service d'intérêt général pour ce qui est du volet de la prestation des services de soins. Pour ce faire, les infrastructures nécessaires pour assurer la prestation de soins médicaux leur sont mises à disposition.</p> <p>Toutes les infrastructures hospitalières dont ont besoin les entreprises énumérées ci-dessus sont financées à raison de 80% par l'Etat luxembourgeois par le biais de son Fonds des Investissements Hospitaliers et à raison de 20% par la Caisse Nationale de Santé (CNS). Chaque intervention financière fait l'objet d'une convention de financement entre l'Etat et le gestionnaire de l'établissement hospitalier respectif.</p> <p>Les frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers (hors les prestations des médecins mais y compris le personnel soignant) sont couverts par la CNS et font l'objet d'une convention de financement.</p> <p>Cependant, pour ce qui est de la prestation des soins médicaux, il y a lieu d'indiquer que le principe de l'exercice de la médecine libérale est d'application au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque médecin en possession d'une autorisation d'exercer la profession est lié par une convention avec la CNS. Le patient choisit librement son médecin (soins stationnaires et soins ambulatoires) et la CNS prend en charge les honoraires médicaux de ses assurés. C'est le médecin libéral qui est rémunéré pour l'acte presté par l'assureur du patient.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Aucune surcompensation n'est versée aux hôpitaux.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat

membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
Aucun établissement hospitalier n'a bénéficié d'une subvention supérieure à 15 millions d'euros. Le détail des aides allouées est publié au compte général de l'Etat de chaque exercice budgétaire (article 10 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat [...]).	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)². Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2016	2017
26,6	29,5
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales³	
2016	2017
26,6	29,5
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁴	
2016	2017
NA	NA
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁵	
2016	2017
NA	NA
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017
100 % Remboursements	100 % Remboursements

² Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁴ Voir la note de bas de page 3.

⁵ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ⁶	
2016	2017
6 hôpitaux, dont la plupart exploitent plusieurs établissements.	5 hôpitaux, dont la plupart exploitent plusieurs établissements.

2) les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]:

b) la garde d'enfants;

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre⁷
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p> <p>En ce qui concerne les services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA), il convient de noter que l'ensemble de ces structures sont à considérer comme des SIEG à caractère fortement social qui sont directement destinés aux enfants pour faciliter leur intégration dans la société luxembourgeoise. Ces services jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale des enfants dans la société luxembourgeoise et en vue de soutenir leur scolarisation dans l'enseignement fondamental luxembourgeois.</p> <p>D'après le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants on entend par « service d'éducation et d'accueil pour enfants », un ensemble d'activités d'accueil de jour pour enfants au sens de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Mémorial A n°199 du 20 novembre 2013, page 3702).</p> <p>Pour pouvoir bénéficier de l'agrément en tant que service d'éducation et d'accueil pour enfants, le service doit fournir au minimum les prestations suivantes : 1. détente et repos 2. restauration équilibrée 3. des activités d'animation et d'initiation culturelle, musicale, artisanale, artistique, motrice et sportive 4. des activités favorisant le développement social, affectif, cognitif, linguistique et psychomoteur de l'enfant 5. des activités</p>

⁶ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

⁷ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

favorisant l'intégration de l'enfant dans son environnement social et local 6. des études surveillées consistant à offrir aux enfants scolarisés un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal.

Seuls les SEA revêtus de la qualité de prestataire du chèque-service au sens de l'article 25 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse qui prestent des services en nature au bénéfice des enfants en exécution de la mission de service public de l'article 22 de ladite loi bénéficient des aides de l'Etat accordées dans le cadre de la loi qui sont directement versées aux SEA. Les enfants accueillis par les SEA bénéficient en retour des prestations du chèque service et des prestations du programme d'éducation plurilingue offertes par les SEA.

Pour maintenir leur qualité de prestataire du chèque-service accueil et pour bénéficier des aides accordées dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, les SEA doivent se conformer au concept d'assurance qualité mis en place par les dispositions des chapitres 5 et 6 de la loi précitée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Le mandat applicable à l'aide accordée par l'Etat dans le cadre 1. du « chèque-service accueil » et 2. du programme d'éducation plurilingue est défini par l'article 22 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Le mandat se définit par rapport à la mission de service public qui consiste tant à renforcer la cohésion sociale par l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise, qu'à soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La population cible :

1. Les enfants qui sont âgés de plus d'un an et de moins de quatre ans et n'ayant pas encore atteint l'âge de la scolarité obligatoire tel que défini par la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire sont bénéficiaires des prestations accordées dans le cadre du programme d'éducation plurilingue.

2. Les enfants bénéficiaires des prestations du chèque service accueil au sens de l'article 22 (1) alinéa 2 de la loi précitée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse sont les jeunes enfants (c.à.d. les enfants âgés de moins de 4 ans et les enfants inscrits à l'éducation précoce en application de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental) ainsi que les enfants scolarisés (c.à.d. les enfants soumis à l'obligation scolaire en application de la loi du 6 février 2009 relative à l'organisation scolaire et qui sont âgés de moins de 12 ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée luxembourgeois).

La durée moyenne du mandat:

L'aide accordée par l'Etat dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse est versée aux prestataires du chèque-service accueil moyennant l'établissement d'une convention entre l'Etat et les prestataires du chèque-service. La durée moyenne du mandat s'oriente d'après la durée des conventions conclues entre l'Etat et les prestataires du chèque-service accueil, qui sont conclues sur la durée d'une année.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non applicable.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
L'aide financière accordée par l'Etat aux SEA dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Le montant de l'aide des SEA est défini en fonction d'un barème dont les paramètres sont définis par l'article 26 et les annexes II et III de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations découlent à la fois de la loi (article 27 de la loi) et de la convention conclue entre l'Etat et le prestataire du chèque-service accueil.
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Non applicable.	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁸. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C). Il convient de noter que les aides accordées par l'Etat dans le cadre de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ne concernent que les aides versées par le budget de l'Etat central (A)	
2016	2017
308	328
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁹	
2016	2017
idem	idem
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales¹⁰	
2016	2017
NEANT	NEANT
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales¹¹	
2016	2017
NEANT	NEANT
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017

⁸ Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁹ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

¹⁰ Voir la note de bas de page 3.

¹¹ Voir la note de bas de page 3.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises) ¹²	
2016	2017

d) le logement social :

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
La fourniture de logements sociaux, par la location ou la vente, aux personnes défavorisées qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions du marché.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le mandat est prévu par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement qui dispose en son article 15 que : « L'Etat est autorisé à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. »</p> <p>Quant au Fonds du Logement, le mandat est en outre prévu par la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement ».</p> <p>Les participations de l'Etat sont arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel tenant compte des besoins régionaux et locaux de logements et des projets soumis par les promoteurs. Il fait l'objet d'un règlement grand-ducal, qui fixe également les conditions d'octroi et l'importance des participations de l'Etat, les droits et les obligations du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat (article 19 de ladite loi de 1979). Le dernier règlement grand-ducal pris en la matière est le règlement grand-ducal du 15 décembre 2017 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat.</p> <p>La réglementation exige la conclusion d'une convention - à signer entre le promoteur et le ministre ayant le Logement dans ses attributions - qui rappelle les conditions d'octroi et l'importance du montant maximum de la participation étatique pour chaque projet</p>

¹² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

arrêté, tout comme les droits et obligations principales du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'Etat.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>Compte tenu des spécificités du domaine du logement social, et notamment de l'importance des investissements, la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ne prévoit pas de durée pour le mandat des promoteurs y visés.</p> <p>Dans les conventions relatives à des projets de logements locatifs sociaux, les promoteurs doivent s'engager à donner en location pendant au moins 20 ans les logements concernés conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et notamment ses articles 32 à 36 et ses règlements d'exécution concernant la gestion et les critères de salubrité et d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, ainsi que conformément au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.</p>
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
<p>Vu la pénurie de logements sociaux, l'Etat luxembourgeois n'octroie pas de droits exclusifs ou spéciaux dans le domaine.</p> <p>Quant au Fonds du Logement, il y a lieu de mentionner le règlement grand-ducal du 20 juin 2017 fixant une liste des droits exclusifs ou spéciaux octroyés au Fonds du Logement (qualité de promoteur public, droit d'exproprier pour cause d'utilité publique, droit de déclarer des zones de réserve foncière, droit de préemption).</p>
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p>L'Etat luxembourgeois accorde des participations financières aux promoteurs fournissant des logements sociaux. Les pourcentages de ces participations financières et les modalités sont prévus à loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et aux règlements d'exécution de ladite loi.</p> <p>La compensation de service public pour le Fonds du Logement est prévue aux articles 15 à 23 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » et la possibilité d'être autorisé à se faire ouvrir sous la garantie de l'Etat un ou plusieurs prêts d'un total ne dépassant pas 120.000.000.- euros est prévue à l'article 24 de la même loi.</p>
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
1. Pour les <u>logements destinés à la vente</u> :

Pour l'octroi d'une participation financière de l'Etat pour des logements destinés à la vente, la loi du 25 février 1979 prévoit des conditions qui doivent être réunies pour chaque projet de construction.

Ainsi, les participations de l'Etat ne sont notamment accordées que si au moins 60% des acquéreurs des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition, c'est-à-dire obtiennent lors de l'acquisition du logement une aide individuelle au logement sous la forme d'une prime de construction ou d'une prime d'acquisition, liées p.ex. à des conditions de revenu arrêtées par règlement grand-ducal.

Cette proportion d'au moins 60% des acquéreurs doit être respectée pendant une période d'au moins 10 ans (au moins 10 ans pour les appartements et au moins 20 ans pour les maisons unifamiliales) à partir de la date d'obtention de la prime de construction/d'acquisition, sous peine de devoir rembourser l'intégralité des aides étatiques reçues.

Chaque projet de construction d'ensembles destiné à la vente doit comprendre au moins 10% de logements locatifs sociaux, pour favoriser la mixité sociale.

Le montant de l'aide étatique pour un logement donné d'un projet de construction est ainsi connu et peut être contrôlé très facilement (la loi impose que l'acte de vente indique le prix normal, la participation de l'Etat ainsi que le prix subventionné).

2. Pour les logements destinés à la location:

Concernant les logements destinés à la location, l'Etat peut accorder une participation financière allant jusqu'à 75% du prix de construction.

Toutefois, en contrepartie des aides accordées par l'Etat, ces logements doivent être donnés en location en respectant toutes les conditions prescrites par la réglementation applicable, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, lequel prévoit des critères de sélection et de fixation du prix du loyer. Le loyer doit être fonction du revenu disponible et de la composition du ménage occupant, ainsi que de la surface habitable du logement.

3. Programme pluriannuel arrêtant le montant maximal des participations étatiques

Les participations de l'Etat - aussi bien celles pour les promoteurs publics que celles pour les promoteurs privés - doivent être arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel au sens de l'article 19 de la loi du 25 février 1979.

Le programme actuellement en vigueur est arrêté par un règlement grand-ducal du 15 décembre 2017.

Les aides étatiques à la construction d'ensembles (aides à la pierre) sont versées aux promoteurs sous la condition qu'ils les bonifient intégralement aux acquéreurs éligibles. Par conséquent, le soutien étatique au logement social est transféré aux citoyens ayant des revenus modérés cherchant à se loger.

4. Compensation de service public pour le Fonds du Logement

L'article 15 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » dispose :

« (1) Pour l'exercice de ses missions visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, le Fonds perçoit à charge du budget de l'Etat une compensation de service public qui comporte deux éléments:

1. des dotations couvrant une partie du prix d'acquisition de terrains ou de la soulte à régler par le Fonds en cas d'échange;
2. une compensation des déficits d'exploitation.

(2) Outre cette compensation de service public, le Fonds bénéficie des aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

(3) La compensation de service public visée au paragraphe 1^{er} ne peut en aucun cas servir à subventionner les activités autres que la vente avec emphytéose ou la location bénéficiant des aides à la construction d'ensembles prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. »

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

L'article 31 de la loi du 25 février 1979 prévoit que les aides à la construction d'ensembles ne sont accordées qu'aux acquéreurs remplissant les conditions pour l'octroi des primes de construction conformément aux règles suivantes:

- les aides sont ventilées par parts égales entre tous les logements construits;
- elles ne sont allouées qu'aux acquéreurs éligibles suivant des barèmes à fixer par règlement grand-ducal et sont remboursables aux mêmes conditions et modalités que les primes de construction ;
- l'acquéreur et le promoteur sont tenus solidairement au remboursement des participations de l'Etat conformément aux dispositions des articles 1197 et suivants du Code civil, le promoteur étant autorisé de répéter contre l'acquéreur la totalité de la participation qu'il a dû rembourser à l'Etat.

En cas d'inobservation des dispositions de la loi et/ou du règlement grand-ducal arrêtant le programme annuel ou pluriannuel de construction d'ensembles de logements subventionnés, les participations de l'Etat sont remboursables à l'Etat par les promoteurs au taux de l'intérêt légal en matière commerciale sans que celui-ci puisse s'en tenir indemne auprès des acquéreurs et locataires.

En ce qui concerne plus particulièrement le Fonds du Logement, cet établissement public est soumis à la tutelle du ministre ayant le Logement dans ses attributions.

Conformément à l'article 29 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement », le ministre ayant le Logement dans ses attributions peut en tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds. De plus, certaines opérations sont soumises à son approbation.

La gestion financière du Fonds est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

Le rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant fait partie intégrante des comptes annuels.

Les articles 15 à 23 de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » contiennent les règles relatives au calcul de la compensation de service public, et notamment celles relatives au remboursement d'une éventuelle surcompensation. Elles peuvent être résumées comme suit :

La compensation comporte deux parties : premièrement, des dotations couvrant une partie du prix ou de la soulte en cas d'acquisition ou d'échange de terrains ; deuxièmement, une compensation des déficits d'exploitation des activités de vente et de location sociale.

Le montant des dotations fait l'objet d'une fixation provisoire en fonction de la proportion du prix d'acquisition des terrains non couverte par des aides à la construction d'ensembles prévues au chapitre 3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et de rapports moyens pendant une période de référence de trois années civiles précédant immédiatement celle avant l'année d'acquisition en question.

En cas d'acquisition de terrains construits, le prix à prendre en compte pour déterminer les dotations correspond au prix d'acquisition, diminué de la valeur de la construction.

Les dotations provisoires sont libérées sur présentation des actes notariés accompagnés d'une note de calcul.

Le montant définitif des dotations est établi dès que les données relatives au projet à réaliser sur les terrains concernés sont disponibles. Les insuffisances ou les excédents des dotations sont soldés dès que leur montant définitif a été établi.

En cas d'aliénation de terrains par le Fonds, ce dernier verse à la trésorerie de l'Etat:

1. le prix de vente dans la proportion des dotations et des aides à l'acquisition dans le prix d'acquisition en cas de vente de terrains ayant donné lieu au moment de son acquisition au règlement d'une dotation;

2. la totalité du prix de vente en cas de vente de terrains acquis avant l'entrée en vigueur de la loi du 24 avril 2017;
3. la soulte en faveur du Fonds en cas d'échange de terrains dans la proportion des dotations et des aides à l'acquisition dans le prix d'acquisition;
4. la totalité de la soulte en faveur du Fonds en cas d'échange de terrains acquis avant l'entrée en vigueur de la loi du 24 avril 2017.

La compensation de service public allouée au Fonds, comprend également:

1. une compensation couvrant un éventuel déficit de l'activité de vente subventionnée;
2. une compensation couvrant un éventuel déficit de l'activité de location subventionnée.

Le montant de la compensation (déficits d'exploitation) est arrêté par le Gouvernement en conseil après approbation, le cas échéant précédé de rectification, des comptes annuels en faisant dûment abstraction des prix d'acquisition payés, des compensations et des régularisations prévues par la loi du 24 avril 2017, des aides à la construction d'ensembles prévues au chapitre 3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. En cours d'exercice, des acomptes trimestriels peuvent être réglés en fonction des résultats de l'exercice écoulé et des prévisions pour celui en cours.

La détermination du résultat en vue du calcul des compensations (déficits d'exploitation) se fait sur base des comptes séparés relatifs aux activités de vente et de location sociales. Sont exclus lors du calcul des compensations les provisions pour réparations, les amortissements et les autres postes ne correspondant pas à une dépense dans les douze mois à venir. Ces montants interviennent pour le calcul de la compensation pour l'exercice où ils sont effectivement engagés.

Lorsqu'en procédant comme décrit ci-dessus, le Gouvernement en conseil constate que l'activité de vente subventionnée, engendre un bénéfice, le produit des redevances emphytéotiques doit être versé à la trésorerie de l'Etat jusqu'à concurrence du bénéfice de cette activité. Le bénéfice subsistant peut être mis en réserve, à condition de ne pas dépasser 3 % du chiffre d'affaires de cette activité. Au-delà, il doit être versé à la trésorerie de l'Etat. En cas de déficit de l'activité de vente subventionnée, au cours des exercices suivants, le bénéfice mis en réserve au cours des années précédentes est déduit des compensations à verser.

Le bénéfice résultant d'activités commerciales ordinaires est employé à raison de 50 % pour couvrir le déficit des activités de vente et de location subventionnées, et diminue les compensations (déficits d'exploitation). Le bénéfice restant est à la disposition du Fonds.

Si l'activité de location subventionnée est déficitaire, un éventuel bénéfice de l'activité de vente subventionnée sert d'abord à couvrir ce déficit.

Si l'activité de location subventionnée dégage un bénéfice, ce dernier doit être versé entièrement à la trésorerie de l'Etat.

Cette compensation des déficits d'exploitation, déterminée sur base de comptes séparés relatifs à ces activités, ne saurait en aucun cas couvrir un éventuel déficit de l'activité que le fonds exerce en dehors du champ des aides à la construction d'ensembles.

Pour de plus amples renseignements, il est renvoyé aux travaux parlementaires de la loi du 24 avril 2017 portant réorganisation de l'établissement public nommé « Fonds du Logement » (dossier parlementaire n°6919 (www.chd.lu)).

Les informations et éléments permettant à la Commission européenne d'établir la conformité de la Décision avec des compensations accordées au SIEG sont archivées pendant au moins 10 ans, conformément aux dispositions communautaires.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Les données disponibles à cet égard sont publiées sur le site du Ministère du Logement (www.logement.lu), ainsi que sur celui du Fonds du Logement (www.fondsdulogement.lu).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2016	2017
Budget de l'Etat 2016: Vente/Location (tous les promoteurs): 53,1€ Dotation (Fonds du Logement uniquement): 3,2 € total = 56,3 €	Budget de l'Etat 2017: Vente/Location (tous les promoteurs): 40,5 € Dotation (Fonds du Logement uniquement): 15,6€ total = 56,1€
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹³	
2016	2017

¹³ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

Idem	Idem
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2016	2017
Luxembourg non concerné.	Luxembourg non concerné.
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2016	2017
Idem	Idem
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2016	2017
Cf. tableau excel en annexe	Cf. tableau excel en annexe
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)¹⁴	
2016	2017
Cf. Règlement grand-ducal du 15 décembre 2017 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat (disponible sur www.logement.lu)	Cf. Règlement grand-ducal du 15 décembre 2017 arrêtant le programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat (disponible sur www.logement.lu)

e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables :

Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région

1. Services pour personnes en situation de handicap

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>

¹⁴ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de disposer de ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

1. Service d'assistance à domicile :

Est visé tout service qui offre en milieu familial des soins et/ou une aide matérielle et psychologique aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir le maintien à domicile et de garantir une prise en charge des situations de fin de vie adaptée aux besoins et attentes individuels des personnes concernées.

2. Service d'hébergement :

Est visé tout service qui offre un hébergement et/ou un encadrement professionnel multidisciplinaire à plus de trois personnes en situation de handicap. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel à la personne en situation de handicap suivant une approche globale et cohérente en lui fournissant d'une part les aides et soins au sens de la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance et d'autre part un accompagnement socio-pédagogique et une prise en charge des situations de fin de vie adaptés à ses besoins et attentes individuels.

3. Service de formation :

Est visé tout service qui offre une formation professionnelle à plus de trois personnes en situation de handicap ayant dépassé l'âge de l'obligation scolaire. L'objet est de leur procurer des connaissances de nature générale et/ou professionnelle visant une orientation ou une réorientation à la vie professionnelle.

4. Service d'activités de jour :

Est visé tout service qui offre des activités de jour à plus de trois personnes présentant un handicap moyen ou grave ou un polyhandicap. Outre les aides et soins au sens de la loi modifiée du 19 juin 1998 portant introduction de l'assurance-dépendance, le service assure un accompagnement socio-pédagogique et thérapeutique par le biais d'activités variées et adaptées aux besoins et attentes individuels de la personne en situation de handicap. Le service accueille pendant la journée des personnes en situation de handicap qui, en raison de leur déficience et/ou de leur âge, ne peuvent pas suivre de manière continue une formation professionnelle ou un emploi ainsi que, en dehors des périodes scolaires, des mineurs en situation de handicap en âge scolaire. L'objet est d'assurer un encadrement professionnel et multidisciplinaire à la personne en situation de handicap et de soutenir les familles ayant à charge une personne en situation de handicap.

5. Service d'information, de consultation et de rencontre :

Est visé tout service qui offre des activités d'information, de consultation, d'animation et de rencontre aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. L'objet est de promouvoir la pleine participation des personnes en situation de handicap et à prévenir leur isolement et leur exclusion sociale.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

<p>Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2017-2019).</p>
<p>Expliquer si des <i>droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux</i> sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Non applicable.</p>
<p>Quels <i>instruments d'aide</i> ont-ils utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>- Participation financière par couverture du déficit</p> <p>- Participation forfaitaire par unité de prestation</p>
<p>Décrire le <i>mécanisme de compensation</i> habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Service d'assistance à domicile,</p> <p>Service de formation,</p> <p>Service d'information, de consultation et de rencontre :</p> <p><u>participation financière par couverture du déficit</u></p> <p>[art. 4c et art. 8 et suivants de la Convention pour les services de formation, d'information, de consultation et de rencontre, et les services d'assistance à domicile pour personnes en situation de handicap (dite « Convention classique ») annexée]</p> <p>Service d'hébergement,</p> <p>Service d'activité de jour :</p>

<p><u>Participation forfaitaire par unité de prestation</u></p> <p>[chap. 3 de la Convention ASP relative à l'accompagnement socio-pédagogique de la personne en situation de handicap dans les services d'hébergement et d'activités de jour (annexée)]</p>
<p>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</p>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales.</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels. (cf. conditions générales)</p> <p>S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.</p> <p>Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur.</p>
<p><i>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</i></p>
<p>Non applicable.</p>
<p>Montant des aides octroyées</p>
<p>Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.</p>

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.)(le cas échéant).

Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)

	2016	2017
Services d'hébergement	6.128.998,32 EUR	6.850.935,94 EUR
Services de formation	580.443,09 EUR	524.245,08 EUR
Services d'activités de jour	124.300,43 EUR	302.271,91 EUR
Ateliers protégés	3.440.101,34 EUR	3.149.366,55 EUR
Total	10.273.843,18 EUR	10.826.819,58 EUR

	Décompte 2016	Conventions / budget 2017
Sous-total <i>« participation forfaitaire par unité de prestations »</i> <i>Services d'hébergement (2) et services d'activités de jour (4)</i>	39.098.253,49 EUR	44.094.293,75 EUR
Sous-total <i>« participation financière par couverture du déficit »</i> <i>Services d'assistance à domicile (1) et services d'information, de</i>	8.743.431,02 EUR	10.802.953,75 EUR

<i>consultation et de rencontre (5)</i>		
Sous- total services de formation (3)	7.415.315,96 EUR	8.280.821,67 EUR
Total	55.257.000,47 EUR	63.178.068,58 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

	2016	2017
Service d'assistance à domicile	331 places	170 places
Service d'hébergement	860 lits	874 lits
Service de formation	236 places	244 places
Service d'activités de jour	447 chaises	461 chaises
Service d'information, de consultation et de rencontre	5.151 bénéficiaires	5.590 bénéficiaires

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2016¹⁵ et 2017¹⁶ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

2. Services pour personnes adultes seules ou avec enfants

¹⁵<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2016-rapport-activite-famille/2016-rapport-activite-famille.pdf>

¹⁶<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2017-rapport-activite-famille/2017-rapport-activite-famille.pdf>

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<p><i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i></p>
<p>1. Centre d'accueil</p> <p>Est à considérer comme centre d'accueil, un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels.</p> <p>(Art. 3.1 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants¹⁷</p> <p>Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants).</p> <p>2. Structure de dépannage</p> <p>Est à considérer comme structure de dépannage, un service qui offre de façon exclusivement temporaire et avec un encadrement minimal un logement à plus de trois personnes adultes en difficulté, le cas échéant, accompagnées de leurs enfants.</p> <p>(Art. 3.2 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants</p> <p>Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants).</p> <p>3. Structure de jour</p> <p>Est à considérer comme structure de jour, un service accueillant le jour plus de 3 personnes adultes en difficulté. L'activité du service peut comprendre, entre autres, la restauration, l'orientation sociale, l'aide à la réinsertion sociale et professionnelle.</p> <p>(Art. 3.3 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants</p> <p>Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants).</p> <p>4. Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes</p> <p>Est à considérer comme services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes, des services offrant à des particuliers et à des ménages en difficulté, aide, conseil et assistance dans des situations spécifiques d'emploi, de chômage, de logement, de surendettement et/ou assurant</p>

¹⁷ Mémorial A n° 11 de 2001 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2001/0011/index.html>

<p>un accompagnement social polyvalent ou communautaire. En dehors des types d'activité énumérés ci-dessus d'autres types d'activités pour adultes en difficulté peuvent être agréés.</p> <p>(Art. 3.4 du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes adultes seules ou avec enfants,</p> <p>Art. 3 de la Convention pour personnes adultes seules ou avec enfants).</p>
<p><i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i></p>
<p>Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.</p>
<p><i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i></p>
<p>Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u>. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.</p> <p>Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2017-2019).</p>
<p><i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i></p>
<p>Non applicable.</p>
<p><i>Quels instruments d'aide ont-ils utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i></p>
<p>Participation financière par couverture du déficit.</p>
<p><i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i></p>
<p>Participation financière par couverture du déficit.</p>
<p><i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i></p>
<p>Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales.</p> <p>Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. conditions générales).</p>

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur.

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Non applicable.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.)(le cas échéant).

Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)

	2016	2017
Centre d'accueil	0 EUR	0 EUR
Structures de dépannage	22.323,52 EUR	10.378 EUR
Services d'aide, de conseil et d'assistance pour adultes	346.858,01 EUR	117.238,39 EUR
TOTAL	369.181,53 EUR	127.616,39 EUR

Pour les gestionnaires de services conventionnés pour personnes adultes seules ou avec enfants

	Décompte 2016	Convention(s) 2017
« Participation financière par couverture du déficit »	14.842.363,91 EUR	19.517.000 EUR

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

La contribution financière prévue par l'Etat pour les services conventionnés pour adultes pour l'année budgétaire 2017 s'élève à 19.517.000 €. Elle englobe 191 postes de personnel pour un coût de 16.521.900 €.

Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2016 et 2017 contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

3. Services pour personnes âgées

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre

*Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.*

1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)

Est à considérer comme centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior) tout service qui s'adresse principalement à des personnes âgées, pour leur proposer, entre autres, des prestations diverses de restauration, d'assistance au niveau de la vie quotidienne, de guidance socio-familiale et psycho-médico-sociale, d'orientation institutionnelle, de consultation psycho-socio-gérontologique, de formation (géragogie, initiatives de type « université 3^e âge »), d'animation et de loisir, ceci entre autres dans le

but de participer à la prévention de l'isolement et au dépistage de déficiences éventuelles liées au vieillissement.

(Art. 4.6 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées,

Art. 3 de la Convention « Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior) »).

2. Appel-Assistance Externe

Est à considérer comme appel-assistance externe toute activité consistant à garantir à au moins trois personnes un service de permanence d'appel et, le cas échéant, de communication d'aide et de secours d'urgence.

(Art. 4.10 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées).

3. Activités Senior

Sont à considérer comme activités-senior, des prestations de formation (géragogie, initiatives de type « université 3^e âge »), de supervision, de consultation, de médiation, d'animation et d'assistance, organisées par un même service pendant au moins 20 heures par semaine et proposées principalement soit aux personnes âgées ou aux personnes en fin de vie, soit à leurs familles, soit aux personnes et aux services qui œuvrent au bénéfice de ces usagers et de leurs familles.

(Art. 4.11 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées)¹⁸.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la **convention** ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.

¹⁸ Mémorial A n° 107 de 2010 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0107/index.html>

<p>Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales.</p> <p>Les Conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2017-2019).</p>
<p><i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i></p>
<p>Non applicable.</p>
<p><i>Quels instruments d'aide ont-ils utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i></p>
<p>Participation financière par couverture du déficit ou forfaitaire.</p>
<p><i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i></p>
<p>1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)</p> <p>Les conventions signées sont des conventions bi- respectivement tripartites entre le Ministère et l'organisme gestionnaire responsable ou entre le Ministère, l'organisme gestionnaire et l'(les) autorité(s) communale(s) pour la couverture des frais du personnel permanent des centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées (Clubs Seniors).</p> <p>La convention fixe la participation financière de l'Etat à un montant max. de 87 % des frais de personnel éligibles liés aux postes conventionnés (art. 9 et 11 de la convention particulière). Les 13 % restants sont pris en charge par la/les communes cosignataire(s) de la convention.</p> <p>Hormis cette convention, des accords bipartites peuvent exister entre l'organisme gestionnaire et l' (les) autorité(s) communale(s) concernant la prise en charge d'éventuels frais liés à l'engagement de personnels supplémentaires, aux locaux occupés par le service, aux moyens d'information/publicité auprès de la population cible locale, à la couverture d'un éventuel déficit, etc. Il peut s'agir de prestations en nature et/ou en espèce.</p> <p>2. Appel-Assistance Externe</p> <p>Participation financière par couverture du déficit.</p> <p>3. Activités senior</p> <p>Participation financière par couverture du déficit ou forfaitaire.</p>
<p><i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i></p>

Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales.

Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. conditions générales).

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et poursuite pénale de l'auteur.

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Non applicable.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.)(le cas échéant).

Participation aux dépenses d'investissements (art. 13 loi ASFT)		
	2016	2017
Centres intégrés pour personnes âgées	0 EUR	3.747.753 EUR
Maisons de soins	3.592.704 EUR	3.213.011 EUR
Centres psycho gériatriques	0 EUR	186.247 EUR
Centres régionaux d'animation et de guidance pour personnes âgées	26.888 EUR	18.981 EUR
Services	100.792 EUR	28.434 EUR
TOTAL	3.720.384 EUR	7.194.427 EUR
1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)		
	<u>Décompte 2016</u>	<u>Convention(s) 2017</u>
	3.504.201,13 EUR	4.151.138 EUR
2. Appel-Assistance Externe		
Participation financière de l'Etat	<u>Décompte 2016</u>	<u>Conventions 2017</u>
	773.816,55 EUR	833.090 EUR

Participation financière des autorités locales pour le compte de leurs résidents-bénéficiaires du service	<u>Exercice 2016</u> 406.090,74 EUR	<u>Exercice 2017</u> 430.753,64 EUR
---	--	--

Les modalités de contribution varient de commune en commune.

Il existe 4 modalités de contribution différentes :

- la participation forfaitaire,
- la participation selon barème social,
- la participation au niveau des frais uniques de mise à disposition,
- la participation au « cas par cas ».

3. Activités Senior

<u>Décompte 2016</u> 3.859.781,77 EUR	<u>Convention(s) 2017</u> 4.277.972 EUR
--	--

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

1. Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (club senior)

Nombre de postes arrêtés dans le cadre des 18 conventions signées avec l'Etat pour 2016 : 57,25 et 2017 : 57,2 postes

2. Appel-Assistance Externe

Au 31 décembre 2016, le service compte 5.152 clients actifs (75.73% femmes et 24.27% hommes). 89,5 % de ces personnes étaient âgées de 70 ans et plus.

Au cours de l'année 2016, le service a reçu 54.638 alarmes, dont 16.363 furent de réelles alarmes de détresse.

Au 31 décembre 2017, le service comptait 5.361 clients actifs (75.58 % femmes et 24.42 % hommes) et 89,27% de ces personnes étaient âgées de 70 ans et plus.

Au cours de l'année 2017, le service a reçu 54.498 alarmes, dont 15.176 furent de réelles alarmes de détresse.

Nombre de postes arrêtés dans le cadre de cette convention signée avec l'Etat pour 2016 et 2017 : 11 ETP.

3. Activités Senior

Actuellement 6 services sont concernés :

- Un organisme gestionnaire organisant un service d'assistance administrative qui effectue toutes sortes de travaux en rapport avec la comptabilité et le calcul des salaires des services gérés par des organisations gestionnaires membres, organisant un service « études, documentation et communication, assurant une mission d'information et de promotion « grand public » à destination des personnes âgées et organisant ensemble avec le service du ministère des rencontres régulières de l'ensemble des gestionnaires des organisations œuvrant dans le domaine de l'« active ageing ».
- Un organisme gestionnaire s'engageant à sensibiliser la société face à la maladie, la mort et le deuil, à lutter contre l'isolement des malades en fin de vie et des personnes en deuil, à encourager une communication authentique entre le malade et son entourage, à accompagner et soutenir le malade confronté à sa maladie, à sensibiliser à la thérapie contre la douleur, à accompagner les personnes en deuil et à contribuer à développer la « pensée palliative » dans tous les établissements de soins.
- Un organisme assurant un service de formation au personnel dirigeant, soignant ou autres professionnels œuvrant dans le secteur des personnes âgées et une académie seniors au bénéfice de toute personne âgée de plus de 50 ans.
- Une association type « self-help » à envergure nationale proposant des services et activités divers à ses membres soit au niveau national soit à travers des sections locales.
- Une organisation assurant des activités d'information, de formation et de soutien aux personnes affectées de troubles psycho-gériatriques et aux aidants informels, sur la maladie et le comportement du malade, la prise en charge du malade par la famille, une permanence téléphonique appelée Helpline-SOS Alzheimer, des groupes d'entraide, des activités d'information et de sensibilisation du grand public et un centre de documentation et d'information.
- Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'un acteur structurel neutre responsable de l'orientation et de la guidance des personnes atteintes d'une maladie démentielle et de leur entourage familial. Ce centre national sur la démence appelé IZD (Info-Zenter Demenz) est un élément clé du plan d'action « démence » élaboré en concertation avec le Ministère de la Santé.

Les rapports d'activité du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2016¹⁹ et 2017²⁰ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

4. Services de consultation, de formation, de conseil et de médiation pour familles (ci-après services socio-familiaux)

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i>
<p>Est à considérer comme service socio-familial tout service qui offre des activités dans les domaines suivants :</p> <p>1. Consultation thérapeutique Est à considérer comme consultation thérapeutique toute activité d'accompagnement psychique au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des crises personnelles ou des conflits relationnels.</p> <p>2. Formation socio-éducative Est à considérer comme formation socio-éducative toute activité préventive de renseignements, de conseil ou de formation proposée à des adultes ou des familles pour des raisons sociales, familiales, éducatives ou pédagogiques.</p> <p>3. Conseil socio-familial Est à considérer comme conseil socio-familial toute activité de conseil et d'accompagnement au bénéfice d'adultes ou de familles confrontés à des conflits socio-familiaux.</p> <p>4. Médiation socio-familiale Est à considérer comme médiation socio-familiale toute activité permettant à des adultes ou des familles de régler à l'amiable leurs différends relationnels actuels et leurs relations futures.</p> <p>(Art. 2 du règlement modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi ASFT pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux</p>

¹⁹<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2016-rapport-activite-famille/2016-rapport-activite-famille.pdf>

²⁰<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2017-rapport-activite-famille/2017-rapport-activite-famille.pdf>

personnes morales entreprenant ou exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles ²¹).
<i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i>
Les obligations de l'organisme gestionnaire sont clairement définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante. Chaque service conventionné doit par ailleurs disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et ses divers règlements d'exécution.
<i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i>
Les conventions spécifiques sont conclues pour la <u>durée d'une année</u> . Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales. Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les Conditions générales. Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2017-2019).
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable.
<i>Quels instruments d'aide ont-ils utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Participation financière par couverture du déficit.
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
Participation financière par couverture du déficit.
<i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i>
Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales. Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels.

²¹ Mémorial A n° 241 de 2011 - <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2011/0241/index.html>

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

Conformément aux conditions générales, tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l'auteur.

*Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).*

Non applicable.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

<u>Décompte 2016</u>	<u>Convention(s) 2017</u>
5.076.985,79 EUR	5.876.060,08 EUR

Participation aux dépenses d'investissement (art. 13 loi ASFT)

2016	2017
63.039,88 EUR	71.925,32 EUR

Le secteur socio-familial comprend 12 services agréés et conventionnés dans le cadre de la loi ASFT et œuvrant dans les secteurs précités.

En 2017, 45,566 postes ETP (équivalent temps plein) sont pris en charge par le biais des 12 conventions. 82,50 % du coût de la convention 2017 sont des frais de personnel.

Les rapports d'activité du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région des années 2016²² et 2017²³ contiennent également des informations quantitatives relatives aux services énumérés ci-avant.

Ministère de l'Égalité de Chance

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre

*Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le **contenu des services confiés en tant que SIEG**.*

1. Centre d'accueil classique

Un service ayant pour objet d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit de façon permanente et temporaire plus de trois usagers simultanément, le cas échéant accompagnées de leurs enfants, se trouvant en situation de détresse aiguë et nécessitant d'urgence une aide spécialisée durant la journée sous forme d'un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique adapté à leurs besoins individuels. Priorité sera donnée à l'accueil de femmes victimes de violence et/ou des femmes dans des situations de grossesse ou de maternité problématiques.

2. Service de logements encadrés

Un service dont l'objet est d'accueillir et d'héberger en placement jour et nuit, de façon permanente et temporaire des usagers accompagnées de leurs enfants se trouvant en situation de détresse sociale, ou alors des usagers stabilisés provenant d'un centre d'accueil classique. Il vise en priorité à procurer aux usagers un logement temporaire, une aide pour l'insertion ou la réinsertion professionnelle, pour la gestion de leurs situations financière et juridique et une aide pour l'intégration et la participation sociale. Il vise par ses activités à procurer aux usagers une amélioration de leur qualité de vie en général, un renforcement de leurs compétences psychiques et sociales, afin qu'ils puissent organiser leur vie quotidienne de façon autonome.

3. Service de logement en milieu ouvert

²²<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2016-rapport-activite-famille/2016-rapport-activite-famille.pdf>

²³<https://gouvernement.lu/dam-assets/fr/publications/rapport-activite/minist-famille-integration-grande-region/2017-rapport-activite-famille/2017-rapport-activite-famille.pdf>

Un service organisé au départ d'un centre d'accueil classique ou d'un service de logements encadrés et qui vise à assurer un soutien à des usagers en difficultés, mais où le degré d'autonomie de l'utilisateur est tel, qu'un encadrement sporadique suffit.

4. Foyer d'accueil et de dépannage

Un service ou une partie de service qui est destiné aux placements urgents jour et nuit pour enfants et jeunes adultes âgés de 12 à 21 ans. Par ailleurs, l'organisme gestionnaire offre des services annexes aux services d'hébergement.

5. Garderie interne

Un service qui a pour objet d'offrir un accueil aux enfants des usagères encadrées par les services agréés œuvrant dans l'intérêt de l'égalité des hommes et des femmes pendant une partie de la journée. Il assure un accompagnement éducatif, psychologique, social et thérapeutique par des activités variées et adaptées aux besoins des jeunes.

6. Centre parental

Un service ayant pour objet l'accueil et l'hébergement en placement jour et de nuit de façon permanente et temporaire des femmes et des jeunes filles enceintes ou accompagnées de leur(s) enfant(s) en bas âge(s), des hommes ou des couples accompagnés de leur(s) enfant(s) en bas âge(s).

Le centre parental peut prendre trois formes de structure d'encadrement et d'hébergement, à savoir le centre parental proprement dit, le centre maternel et le centre paternel.

Le centre parental est spécialisé dans l'accompagnement des usagers ayant à se construire comme parent en tissant des liens avec leur(s) enfant(s). L'équipe éducative veille au bien-être de l'enfant et de ses parents dans leur parentalité mais également, s'il y a lieu et en cas de besoin, dans leur conjugalité.

Le centre maternel est un centre d'accueil spécifique spécialisé dans l'accueil et l'hébergement de jour et de nuit de façon permanente et temporaire, exclusivement des femmes enceintes accompagnées ou non d'un enfant en bas âge et/ou des femmes jeunes mères, élevant leur(s) enfant(s) en bas âge, afin de leur permettre de se construire, respectivement de se reconstruire comme mère en tissant des liens avec leur(s) enfant(s) à naître et/ou né(s).

Cet accompagnement pluridisciplinaire offre un encadrement intensif (24h / 24h) et dure au maximum jusqu'à l'âge de 3 ans de l'enfant.

Le centre paternel sera un centre d'accueil spécifique accessible aux jeunes pères accompagnés d'enfants en bas âge et sera supposé fonctionner à l'instar du concept du centre maternel.

7. Centre de consultation

Un service offrant des prestations d'accueil, de consultation d'information, d'orientation, d'assistance, de guidance et d'accompagnement aux usagers adultes et mineurs et à leur entourage.

Ce service se doit d'offrir aussi une intervention de crise permettant aux usagers de trouver une aide d'urgence s'ils se trouvent dans une situation de détresse.

Un tel service réalise également un travail public de promotion des activités en faveur des hommes et des garçons respectivement des femmes et des filles et a pour objet d'offrir des prestations d'information et de sensibilisation pour toutes questions se rapportant à leur condition d'hommes, respectivement à leur condition de femmes.

Pour ce faire, il peut promouvoir des activités spécifiques et organiser des groupes de travail, des conférences et des formations aux professionnels. Il offrira aussi de la documentation consultable par le public sur la condition des hommes, respectivement des femmes.

8. Centre de réinsertion et d'insertion

Un service offrant aux usagers un enseignement théorique et pratique de base, les préparant à l'autonomie.

9. Service d'assistance aux victimes de violence domestique

Un service assistant, guidant et conseillant victimes de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003, en recherchant activement leur contact.

10. Service prenant en charge les auteur(e)s de violence domestique

Un service prenant les auteur(e)s de violence domestique au sens de la loi modifiée du 8 septembre 2003.

11. Service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains

Un service d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains au sens de la loi du 8 mai 2009, ainsi que du règlement grand-ducal du 11 septembre 2014, sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains.

*Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.*

Les obligations de l'organisme gestionnaire sont définies dans la convention ASFT dont les conditions générales font partie intégrante ([Annexe 1](#)). Chaque service conventionné doit disposer d'un agrément conformément à la loi ASFT et son règlement d'exécution.

***Durée moyenne du mandat (en années)** et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.*

Les conventions spécifiques sont conclues pour la durée d'une année. Elles sont reconduites tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

Au cas où une convention entre en vigueur en cours d'année, elle est conclue jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, puis reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation dans les formes prévues par les conditions générales.

A l'exception de l'année 2016, les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi ASFT sont conclues pour une durée de 36 mois (2017-2019).
<i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i>
Non applicable
<i>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i>
Les gestionnaires qui sont conventionnés avec le Ministère de l'Égalité des chances sont tous constitués sous forme juridique d'association sans but lucratif (a.s.b.l.) ou sous forme de fondation, qui elle aussi n'exerce pas une activité à but commercial. Le Ministère de l'Égalité des chances n'utilise pas d'autre instrument d'aide que la convention.
<i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i>
Participation financière par couverture du déficit.
<i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i>
Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions spécifiques suivant les principes fixés par la loi et par les conditions générales (cf. chapitre 2 des conditions générales : « Gestion financière »).
Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués à l'occasion des décomptes annuels (cf. chapitre 5 « Moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'Etat » des conditions générales).
S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation » prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.
Conformément aux conditions générales tout organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor toute somme indûment touchée. Il s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la répartition civile et poursuite pénale de l'auteur (art. 3.6. des conditions générales).
<i>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</i>

<p>Le budget total des SIEG du Ministère de l'Égalité des chances reste en dessous de 15.000.000 EUR.</p> <p>Le Ministère de l'Égalité des chances a néanmoins pris l'initiative de publier le budget détaillé, ainsi qu'une énumération nominative des gestionnaires avec leurs domaines d'activités dans son rapport d'activités, qui est accessible sur le site internet du Ministère de l'Égalité des chances.</p> <p>http://www.mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2016/index.html</p> <p>http://www.mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2017/index.html</p>	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées. <i>Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.</i>	
<p>Décompte 2016 : 6.278.546 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes.</p> <p>5.665.461 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants.</p> <p>Convention 2017 : 6.995.715 EUR pour les gestionnaires de services conventionnés pour femmes et hommes.</p> <p>6.611.330 EUR pour les gestionnaires de foyers d'accueil pour femmes, filles et femmes avec enfants.</p>	
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant).	
2016	2015
Convention : 11 944.007 EUR	Convention : 13.607.045 EUR
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).	
<p>Les informations quantitatives sont disponibles dans le rapport d'activité du Ministère de l'Égalité des chances et le rapport du comité des professionnels contre la violence domestique.</p> <p>http://www.mega.public.lu/fr/publications/index.php</p>	

3) les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:

i. les services postaux :

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre

<p><i>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</i></p>
<p>Deux SIEG :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le transport et la distribution de la presse quotidienne sur l'ensemble du territoire luxembourgeois. - Le transport et la distribution postale de la presse périodique et les envois en affranchissement à tarif réduit sur l'ensemble du territoire luxembourgeois et la distribution de la presse périodique dans les régions limitrophes des pays voisins où réside une partie importante de la population active au Luxembourg.
<p><i>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> - Conventions relatives au transport et à la distribution postale de la presse quotidienne, de la presse périodique et des envois en affranchissement à tarif réduit, conclues entre l'Entreprise des Postes et Télécommunications et l'Etat. - Arrêtés du Conseil de gouvernement
<p><i>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</i></p>
<p>Durée habituelle de 3 ans</p>
<p><i>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</i></p>
<p>N/A</p>
<p><i>Quels instruments d'aide ont-ils utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</i></p>
<p>Réduction fiscale - si la charge fiscale était toutefois insuffisante, le solde peut être versé sous forme d'une subvention directe.</p>
<p><i>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</i></p>
<p>L'Etat prend en charge le surcoût du SIEG, majoré d'une marge bénéficiaire raisonnable, par le biais d'une déduction fiscale. La prise en charge est limitée à un montant de 15.000.000 EUR par an.</p>
<p><i>Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.</i></p>
<p>Les comptes audités de la société doivent indiquer séparément les coûts et les recettes liés au SIEG et ceux liés aux autres services postaux. La comptabilité analytique de la société est validée par le régulateur.</p> <p>En cas de surcompensation éventuelle, l'Etat exige le remboursement. Lorsque le montant de la surcompensation ne dépasse pas 10% du montant de la compensation annuelle moyenne, la surcompensation peut être reportée sur la période suivante et déduite du montant de la compensation due pour cette période.</p>

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

N/A

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales.

2016	2017	
2016	2017	
Presse quotidienne	10 979 402 €	10 122 605 €
ATR et presse périodique	2 634 616 €	2 594 347 €
Total	13 614 018 €	12 716 951 €

A: Montant total des aides octroyées versées par les autorités centrales nationales

2016	2017
Idem	Idem

B: Montant total des aides octroyées versées par les autorités régionales

2016	2017
NA	NA

C: Montant total des aides octroyées versées par les autorités locales

2016	2017
N/A	N/A

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.)(le cas échéant)

2016	2017
N/A	N/A

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises).

Le seul bénéficiaire de ce SIEG est l'Entreprise des Postes et Télécommunications.
--

3. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE L'ENCADREMENT SIEG DE 2012

NA

4. PLAINTES DE TIERS

Il n'y a eu aucune plainte de la part de tiers au cours de la période de référence.

5. QUESTIONS DIVERSES

Le Luxembourg ne rencontre à priori pas de difficultés particulières dans la mise en œuvre des règles européennes en matière des SIEG.

APERCU BUDGET VOTE ET DEPENSES CONSTRUCTION D'ENSEMBLES 2016 ET 2017

DEPENSES COURANTES SECTION: 15.0 - LOGEMENT

articles	libellé	2016 Budget voté	2016 Dépenses	2017 Budget voté	2017 Dépenses
15.0.31.000	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	138,800.00	0.00	138,800.00	0.00
15.0.31.030	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	157,600.00	0.00	157,600.00	0.00
15.0.32.001	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide aux fabriques d'église et communautés religieuses ayant conclu une convention avec l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
15.0.32.010	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide aux sociétés de droit privé ayant conclu une convention avec l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
15.0.33.001	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide aux associations sans but lucratif et fondations (Sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
15.0.43.000	Participation aux charges d'intérêt pour le développement d'un habitat durable : aide aux communes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10,000.00	0.00	10,000.00	0.00
15.0.43.001	Participation aux frais d'études réalisées par les communes dans le cadre de l'assainissement de logements. (Sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
TOTAL:		306,800.00	0.00	306,800.00	0.00

articles	libellé	2016 Budget voté	2016 Dépenses	2017 Budget voté	2017 Dépenses
----------	---------	---------------------	------------------	---------------------	------------------

DEPENSES EN CAPITAL

SECTION: 45.0 - LOGEMENT

articles	libellé	2016 Budget voté	2016 Dépenses	2017 Budget voté	2017 Dépenses
45.0.51.000	Participation aux frais exposés par les promoteurs dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.51.001	Participation à la réalisation de logements à loyer modéré : Garantie de l'Etat accordée aux promoteurs privés <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.51.003	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	22,250,021.00	16,079,738.00	32,271,150.00	9,122,843.00
45.0.51.006	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux fabriques d'église et aux communautés religieuses ayant conclu une convention avec l'Etat. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	624,574.00	849,000.00	2,699,000.00	4,272,129.73
45.0.51.040	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation de logis pour travailleurs étrangers seuls : aide aux employeurs-bailleurs pour le développement d'un habitat durable. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.51.041	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	15,727,051.00	12,249,202.00	21,856,932.00	8,223,066.00
45.0.51.043	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux sociétés de droit privé ayant conclu une convention avec l'Etat. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	1,584,510.00	837,932.00	1,544,510.00	1,463,738.35
45.0.52.000	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux associations sans but lucratif et fondations. <i>(Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)</i>	5,683,333.00	3,035,932.00	4,853,519.00	580,808.15

articles	libellé	2016 Budget voté	2016 Dépenses	2017 Budget voté	2017 Dépenses
45.0.53.005	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires occupants dans le cadre de l'assainissement par zone. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.63.002	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	32,250,711.00	18,770,181.01	29,745,758.00	16,825,613.55
45.0.63.004	Participation aux frais d'études et d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.63.005	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.00	0.00	100.00	0.00
45.0.63.006	Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles: aide aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	276,307.00	0.00	200,000.00	0.00
45.0.51.503	Participation aux frais d'acquisition, de construction et de rénovation pour le développement d'un habitat durable : aide aux établissements publics placés sous la surveillance de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1,353,000.00	1,276,285.00	0.00	0.00
45.0.81.030	Fonds du logement et de l'habitat: compensation de service public. (Crédit non limitatif)	1,000,000.00	3,186,171.00	15,678,293.00	15,603,054.00
	TOTAL:	79,750,107.00	56,284,441.01	93,171,469.00	56,091,252.78

articles	libellé	2016 Budget voté	2016 Dépenses	2017 Budget voté	2017 Dépenses
	TOTAL - Section 15.0.:	306,800.00	0.00	306,800.00	0.00
	TOTAL - Section 45.0.: Compensation service public FdL	1,000,000.00	3,186,171.00	15,678,293.00	15,603,054.00
	TOTAL - Section 45.0.: Subventionnement projets	78,750,107.00	53,098,270.01	77,493,176.00	40,488,198.78
	TOTAL:	80,056,907.00	56,284,441.01	93,478,269.00	56,091,252.78